

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

BUDGET GÉNÉRAL
MISSION MINISTÉRIELLE
RAPPORTS ANNUELS DE PERFORMANCES
ANNEXE AU PROJET DE LOI DE RÉGLEMENT
DU BUDGET ET D'APPROBATION DES COMPTES POUR

2019

FONDS POUR
L'ACCÉLÉRATION DU
FINANCEMENT DES START-
UP D'ÉTAT



PROGRAMME 352

FONDS POUR L'ACCÉLÉRATION DU FINANCEMENT DES START-UP D'ÉTAT

Bilan stratégique du rapport annuel de performances	4
Objectifs et indicateurs de performance	6
Présentation des crédits	10
Justification au premier euro	14

BILAN STRATÉGIQUE DU RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCES

Nadi BOU HANNA

Directeur de la direction interministérielle du numérique (DINUM)

Responsable du programme n° 352 : Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'État

Précisions sur le changement de responsable du programme

La direction interministérielle du numérique (DINUM), créée par décret du 25 octobre 2019, prend la suite de la direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication de l'État (DINSIC).

L'année 2019 a marqué un tournant avec la mise en place du fonds pour l'accélération du financement des startups d'État. En effet, la loi de finances 2019 a d'une part créé un programme spécifique pour l'accélération de l'innovation numérique (programme n°352) en y basculant les crédits dédiés aux startups d'État auparavant portés par le programme 129, et d'autre part, doté ce nouveau programme d'un complément de financement en AE. Ont ainsi été ouverts en 2019 7,2 M€ en AE et 2,1 M€ en CP permettant de financer l'émergence et le développement de produits et services numériques innovants pour résoudre des problèmes de politiques publiques. Ce programme soutient des projets portés par des agents publics témoins d'irritants dans la relation que les usagers peuvent avoir avec leur administration ou témoins de méthodes de travail internes de faible efficacité ou dégradant la qualité du travail des agents publics.

La création de ces services publics exige des outils performants et des méthodes de travail agiles et ouvertes. Ces méthodes ont éclos au sein de l'incubateur des startups d'État de la DINUM. Pour soutenir cette culture de l'innovation numérique un accompagnement technique et méthodologique est proposé aux administrations pour les aider à déployer des services innovants qui répondent le mieux aux besoins des usagers.

A travers le programme 352, l'accélération des startups d'État constitue l'un des principaux leviers de transformation numérique du service public portés par le programme Tech.gouv.

Dans son rôle d'animation d'un réseau d'incubateurs ministériel, la direction interministérielle du numérique mobilise des coachs et des expertises pointues qui accompagnent les agents publics (intrapreneurs) dans la création de services numériques. Par ailleurs, la DINUM accompagne l'émergence, l'accélération et l'industrialisation des startups d'État à succès.

Le programme 352 a bénéficié en loi de finances rectificative d'un complément de 1,1 M€ en crédits de paiement. Ce complément a permis d'accélérer la mise en œuvre des leviers d'innovation numérique au sein du service public, portés par le programme Tech.gouv et au profit des Startups d'État. Il a permis de cadrer le dispositif d'ensemble et d'accélérer le programme d'innovation numérique de l'État.

Les réalisations suivantes sont ainsi intervenues en 2019 :

- 47 problèmes ont été investigués,
- 32 produits ont été lancés,
- 81 intrapreneurs ont été formés à la méthode Startups d'État,

En parallèle, 8 produits ont été abandonnés.

Par ailleurs, la DINUM a lancé en 2019 deux appels à projets qui co-financent l'accélération de services publics numériques.

La loi de finances pour 2020 permet de poursuivre cette dynamique d'accélération des startups d'État en dotant le programme 352 de 9,2 M€ en AE et 11,2 M€ de crédits de paiements. Ce budget financera également le programme « Entrepreneurs d'Intérêt Général », qui contribue de la même manière que les startups d'État à diffuser la culture de

l'innovation numérique au sein de l'État. Ce programme était auparavant financé par le « Programme d'Investissement d'Avenir ».

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1 : FAVORISER L'ÉMERGENCE DE PRODUITS NUMÉRIQUES UTILES AUX USAGERS ET AUX AGENTS

INDICATEUR 1.1 : Nombre de problèmes investigués

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2017 Réalisation	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP 2019	2019 Prévision actualisée PAP 2019	2019 Réalisation	2020 Cible PAP 2019
Nombre de problèmes investigués	Nombre	N/A	N/A	42	42	47	80

Commentaires techniques

Source des données : Tableau de suivi de l'incubateur des services numériques de la DINUM

Mode de calcul : La réalisation correspond au nombre cumulé des problèmes investigués entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2019.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Cet indicateur représente le nombre de startups d'État qui sont passées par une phase d'investigation de problèmes. Cette démarche d'investigation a été lancée pour favoriser les chances de succès des nouvelles startups d'État.

Depuis la mi-2019, des phases d'investigation préalables au lancement d'une équipe sont lancées pour valider un besoin et estimer s'il est pertinent de lancer une phase de construction de 6 mois. Ces phases d'investigation ont été expérimentées dans les territoires (département du Var, agglomération de Pau, Région Bretagne) avant d'être déployées progressivement sur l'ensemble du portefeuille (Startups en construction avec un partenariat avec la DINUM), mais aussi dans les incubateurs partenaires.

Auparavant, l'investigation du problème était réalisée après le lancement de la Startup d'État (et donc l'engagement du budget correspondant), sans qu'il ne soit prévu de jalon intermédiaire pour décider si le problème investigué est assez criant et universel pour justifier un investissement. Sur les 47 investigations menées en 2019, 27 ont été menées sans ce jalon décisionnel (principalement pour les services lancés avant la mi-2019), et 20 ont été menées avec ce jalon (mise en place de la phase d'investigation progressive sur tout le portefeuille dès la mi-2019). Sur ces-dernières, 6 ont abouti à une phase de construction.

L'objectif fixé en 2019 a légèrement été dépassé, avec 5 problèmes investigués de plus que la prévision PAP 2019. Cela a été rendu possible par le succès du programme proposé à destination des territoires, qui a permis de faire remonter des problèmes rencontrés sur le terrain par des agents publics territoriaux. Ce succès nous a permis de rôder la méthodologie de la phase d'investigation afin de gérer la croissance du programme en 2020 (objectif : quasi-doublement du nombre de problèmes investigués). Par ailleurs, en permettant de filtrer les sujets, la phase d'investigation a prouvé son efficacité à réduire les risques en évitant des investissements conséquents sur des sujets pour lesquels un service numérique n'aurait pas un impact significatif, ou pour lesquels des solutions existent déjà sur le marché. En 2020 il est prévu de déployer la phase d'investigation prévue à la DINUM au sein des incubateurs partenaires.

INDICATEUR : 1.2 : Nombre de produits lancés par an

(du point de vue du citoyen)

Unité	2017 Réalisation	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP 2019	2019 Prévision actualisée	2019 Réalisation	2020 Cible PAP 2019
-------	---------------------	---------------------	-------------------------------	---------------------------------	---------------------	---------------------------

					PAP 2019		
Nombre de produits lancés par an	Nombre	15	34	19	19	32	30

Commentaires techniques

Source des données : Tableau de suivi de l'incubateur des services numériques de la DINUM

Mode de calcul : La réalisation 2019 correspond au nombre cumulé des produits lancés entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2019. Les données calculées au titre de 2017 et 2018 sont issues du programme 129, auparavant porteur des crédits dédiés au Statups d'Etat.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Cet indicateur représente la quantité de Startups d'État passées par une phase de construction de produit.

Pour chaque startup d'État, l'administration a mis à disposition un agent public intrapreneur et validé un budget pour une équipe de 2 à 4 personnes, qui constitue dès lors une Startup d'État autonome. Une startup d'état est responsable de son budget, gère ses ressources humaines et choisit ses outils. Sans cahier des charges, elle lance un service fonctionnel dès les premières semaines de travail. L'objectif est de tester son produit auprès de premiers usagers.

En 2019, 32 Startups d'État sont passées par une phase de construction de produit notamment :

- Aidants Connect : Service permettant à un aidant professionnel de réaliser les démarches administratives en ligne à la place d'une personne ne parvenant pas à les faire seule ;
- Andi : Plateforme pour faciliter l'immersion professionnelle des personnes en situation de handicap ;
- Cartobio : Outil permettant d'ouvrir, d'enrichir et de partager les données parcellaires de l'agriculture biologique

Ainsi, l'objectif de lancement de 19 produits en 2019 (prévision PAP 2019) a largement été dépassé. Ce résultat est à la fois la preuve du succès du programme Startups d'État qui essaime à présent dans les incubateurs partenaires où les lancements de services ont été multipliés, mais il confirme également la nécessité de conditionner le lancement de services numériques nouveaux à la réalisation d'une phase d'investigation préalable afin d'éviter la dispersion des ressources sur des sujets moins impactants.

INDICATEUR : 1.3 : Nombre de produits abandonnés par an

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2017 Réalisation	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP 2019	2019 Prévision actualisée PAP 2019	2019 Réalisation	2020 Cible PAP 2019
Nombre de produits abandonnés par an	Nombre	6	5	3	3	8	10

Commentaires techniques

Source des données : Tableau de suivi de l'incubateur des services numériques de la DINUM

Mode de calcul : La réalisation correspond au nombre cumulé des produits qui ont été abandonnés entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2019. Les données calculées au titre de 2017 et 2018 sont issues du programme 129, auparavant porteur des crédits dédiés aux Startups d'État.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Cet indicateur représente la quantité de produits abandonnés au cours de leur vie en tant que Startup d'État. Il permet de mesurer le niveau de risque pris : un faible nombre d'échecs révèle une absence de prise de risque suffisante.

En 2019, 8 produits ont été abandonnés au cours de leur cycle de vie : DossierSco, Plateforme EAC, Reuni, Trait d'Union, Fil'harmonic, Cobot, Fluctuat, Permis de construire Facile.

La justification d'arrêt varie en fonction de chaque produit. Les principaux motifs d'abandon sont :

- le déséquilibre entre les efforts investis dans une Startup d'État et son impact constaté,
- la modification de la législation rendant le produit obsolète,
- le déséquilibre entre la feuille de route des administrations partenaires et les objectifs du produit.

L'objectif fixé au PAP 2019 (3 produits abandonnés) a été dépassé, ce qui permet de tirer deux enseignements :

- le niveau de risque pris par les équipes au lancement de services est suffisant et cohérent avec l'objectif de l'incubateur de la DINUM de jouer un rôle de laboratoire autorisant le droit à l'erreur afin de favoriser l'émergence de services innovants ;

- certains services (Fluctuat, Cobot, Permis de construire facile, Fil-harmonic, Reuni) auraient pu être filtrés si une phase d'investigation avait eu lieu : la généralisation de cette phase en 2020 devrait permettre d'éviter ce genre de cas.

INDICATEUR 1.4 : Nombre de produits devenus des services public à impact national majeur au cours de l'année

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2017 Réalisation	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP 2019	2019 Prévision actualisée PAP 2019	2019 Réalisation	2020 Cible PAP 2019
Nombre de produits devenus des services public à impact national majeur au cours de l'année	Nombre	2	1	1	1	1	2

Commentaires techniques

Source des données : Ministère de l'éducation nationale

Mode de calcul : Le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse a acté, par décret et arrêtés publiés le 1er septembre au Journal officiel, la généralisation de la certification Pix au profit des élèves des classes de 3ème et de Terminale, remplaçant officiellement le brevet informatique et internet (B2i).

Cette généralisation s'étalera sur 2 années scolaires à partir de cette rentrée. Elle fait suite à une expérimentation ayant mobilisé près de 1 000 collèges et lycées pionniers.

Le Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation acte également le remplacement du Certificat informatique et internet C2i (niveau 1) par Pix. Les données calculées au titre de 2017 et 2018 sont issues du programme 129, auparavant porteur des crédits dédiés aux Startups d'État.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Cet indicateur représente la quantité de produits ayant quitté l'incubateur pour s'intégrer dans l'administration porteuse ou devenir juridiquement autonome. Le produit n'est pas mis en maintenance. L'équipe est renforcée pour assurer :

- l'exploitation et l'amélioration du service de manière pérenne ;
- le support aux usagers ;
- l'adaptation aux évolutions des besoins, des technologies ou des réglementations.

En 2019, le ministère de l'éducation nationale a décidé de généraliser le produit PIX à l'ensemble du territoire.

Le service se présente sous la forme d'une plateforme en ligne d'évaluation et de certification des compétences numériques dont l'objectif est de susciter l'envie de se former tout au long de la vie en proposant des méthodes d'évaluation innovantes, exigeantes et bienveillantes ainsi que des recommandations de formations ciblées.

OBJECTIF 2 : DÉVELOPPER DES MÉTHODES DE RECRUTEMENT INNOVANTES POUR RÉSOUDRE DES DÉFIS PUBLICS

INDICATEUR 2.1 : Nombre d'intrapreneurs formés à la méthode startup d'État

(du point de vue du citoyen)

Unité	2017	2018	2019	2019	2019	2020
-------	------	------	------	------	------	------

		Réalisation	Réalisation	Prévision PAP 2019	Prévision actualisée PAP 2019	Réalisation	Cible PAP 2019
Nombre d'intrapreneurs formés à la méthode startup d'État	Nombre	43	63	80	80	81	130

Commentaires techniques

Source des données : Tableau de suivi de l'incubateur des services numériques de la DINUM

Mode de calcul : Nombre cumulé d'agents publics formés à la méthode startup d'Etat ayant participé à la réalisation d'une Startup d'État ou de territoires.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Cet indicateur représente le nombre d'intrapreneurs sélectionnés lors d'appels à projets et de recrutement dans des équipes déjà formées. Ces intrapreneurs sont issus des administrations partenaires et rejoignent une équipe pour monter en compétence sur la réalisation de produits informatiques ou simplement pour partager ses compétences métiers ou techniques.

En 2019, onze collectivités ont coopéré avec la DINUM afin d'expérimenter l'approche beta.gouv.fr au sein de leur organisation. Deux conseils régionaux, sept conseils départementaux, une communauté d'agglomération et une commune ont effectivement décidés de permettre à leurs agents publics d'apprendre de nouvelles façons de concevoir l'exécution des politiques publiques et de réfléchir à la construction de services publics orientés usagers.

Grâce à ces coopérations État-Territoires, 21 agents de l'administration centrale et 60 agents publics territoriaux ont été accompagnés pendant 9 semaines dans le cadre du programme de préincubation de beta.gouv.fr. et ont été formés à l'approche Beta.gouv.fr.

PRÉSENTATION DES CRÉDITS

2019 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2019 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2019</i> <i>Consommation 2019</i>	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
01 – Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'État	7 200 000 7 356 524	7 200 000 7 356 524	7 200 000
Total des AE prévues en LFI	7 200 000	7 200 000	7 200 000
Ouvertures / annulations par FdC et AdP	+2 990 000	+2 990 000	
Ouvertures / annulations hors FdC et AdP	+769 200	+769 200	
Total des AE ouvertes	10 959 200	10 959 200	
Total des AE consommées	7 356 524	7 356 524	

2019 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2019</i> <i>Consommation 2019</i>	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
01 – Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'État	2 100 000 5 971 406	2 100 000 5 971 406	2 100 000
Total des CP prévus en LFI	2 100 000	2 100 000	2 100 000
Ouvertures / annulations par FdC et AdP	+2 990 000	+2 990 000	
Ouvertures / annulations hors FdC et AdP	+2 240 870	+2 240 870	
Total des CP ouverts	7 330 870	7 330 870	
Total des CP consommés	5 971 406	5 971 406	

2018 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2018 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2018</i> <i>Consommation 2018</i>	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
01 – Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'État		

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
	Prévision LFI 2018 Consommation 2018	
Total des AE prévues en LFI		
Total des AE consommées		

2018 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
	Prévision LFI 2018 Consommation 2018	
01 – Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'État		
Total des CP prévus en LFI		
Total des CP consommés		

PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées* en 2018	Ouvertes en LFI pour 2019	Consommées* en 2019	Consommées* en 2018	Ouvertes en LFI pour 2019	Consommés* en 2019
Titre 3 – Dépenses de fonctionnement		7 200 000	7 356 524		2 100 000	5 971 406
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		7 200 000	7 356 524		2 100 000	5 971 406
Total hors FdC et AdP		7 200 000			2 100 000	
Ouvertures et annulations* hors titre 2		+3 759 200			+5 230 870	
Total*		10 959 200	7 356 524		7 330 870	5 971 406

* y.c. FdC et AdP

FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Nature de dépenses	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Ouvertes en 2018	Prévues en LFI pour 2019	Ouvertes en 2019	Ouverts en 2018	Prévues en LFI pour 2019	Ouverts en 2019
Dépenses de personnel						
Autres natures de dépenses			2 990 000			2 990 000
Total			2 990 000			2 990 000

Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'État

Programme n° 352 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE FONDS DE CONCOURS

Mois de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
02/2019		210 000		210 000				
04/2019		200 000		200 000				
05/2019		640 000		640 000				
06/2019		220 000		220 000				
07/2019		510 000		510 000				
08/2019		250 000		250 000				
09/2019		160 000		160 000				
10/2019		295 000		295 000				
11/2019		40 000		40 000				
12/2019		290 000		290 000				
01/2020		175 000		175 000				
Total		2 990 000		2 990 000				

ARRÊTÉS DE REPORT DE FONDS DE CONCOURS

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
27/02/2019		769 200		1 113 960				
Total		769 200		1 113 960				

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
02/12/2019				1 126 910				
Total				1 126 910				

TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
Total général		3 759 200		5 230 870				

Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'État

Programme n° 352 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI Consommation</i>	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP
01 – Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'État		7 200 000 7 356 524	7 200 000 7 356 524		2 100 000 5 971 406	2 100 000 5 971 406
Total des crédits prévus en LFI *		7 200 000	7 200 000		2 100 000	2 100 000
Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP		+3 759 200	+3 759 200		+5 230 870	+5 230 870
Total des crédits ouverts		10 959 200	10 959 200		7 330 870	7 330 870
Total des crédits consommés		7 356 524	7 356 524		5 971 406	5 971 406
Crédits ouverts - crédits consommés		+3 602 676	+3 602 676		+1 359 464	+1 359 464

* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

PASSAGE DU PLF À LA LFI

	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
PLF	0	0	0	0	0	0
Amendements	0	+7 200 000	+7 200 000	0	+2 100 000	+2 100 000
LFI	0	7 200 000	7 200 000	0	2 100 000	2 100 000

Le programme 352 et sa dotation LFI 2019 ont été constitués par amendements au PLF 2019 :

- L'amendement II-1 a entraîné un transfert en base des crédits du programme 129 en faveur des start-up d'État (programme 352) soit 2 200 000 € en AE et 2 100 000 € en CP ;
- L'amendement II-2531 a entraîné un complément de dotation à hauteur de 5 M€ en AE prélevé sur le budget du fonds de transformation de l'action publique (FTAP).

Le montant total des crédits inscrits en loi de finances initiale pour 2019 s'élève ainsi à 7,2 M€ en AE et 2,1 M€ en CP.

MODIFICATIONS DE MAQUETTE

La maquette n'a pas été modifiée.

JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS RÉGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Les ressources du programme 352, hors titre 2, fixées en LFI 2019 ont été modifiées en cours de gestion à la suite de mouvements réglementaires et de la loi de finances rectificative :

Reports de crédits 2018 sur 2019

Par arrêté du 27 février 2019 le programme 352 a bénéficié d'un report de crédits croisés du programme 129 (Coordination du travail gouvernemental) de 0,77 M€ en AE et 1,11 M€ au titre du fonds de concours.

Ouverture de fonds de concours

Le programme a bénéficié en 2019 de rattachements de crédits par voie de fonds de concours pour un montant de 2,99 M€ en AE et en CP.

Loi de finances rectificative

Le programme 352 a été concerné par la loi n° 2019-1270 du 2 décembre 2019 de finances rectificative pour 2019. Celle-ci a procédé à la majoration de +1,13 M€ de crédits en CP dans le cadre du schéma de fin de gestion.

Les crédits disponibles à la fin de l'exercice 2019 s'élèvent à 10,96 M€ en AE et 7,33 M€ en CP.

ORIGINE ET EMPLOI DES FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Initialement porté par le programme 129, le fonds de concours 1-2-00548 « Participations diverses à la création de services publics innovants » est, depuis la création du programme 352 « Fonds pour l'accélération du financement des Startups d'État » en 2019, le seul fonds de concours rattaché au programme 352.

Le montant total des rattachements de crédits par voie de fonds de concours en 2019 s'élève à 2,99 M€ en AE et CP.

Les rattachements intervenus en 2019 servent à financer des Startups d'État, en coopération avec diverses entités publiques hors État (opérateurs, collectivités locales...).

RÉSERVE DE PRÉCAUTION ET FONGIBILITÉ

Les crédits du fonds pour l'accélération du financement des startups d'État ont été labellisés au titre du « Grand plan d'investissement » et sont par conséquent, exonérés de la réserve de précaution.

Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'État

Programme n° 352 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

DÉPENSES PLURIANNUELLES

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

AE 2019	CP 2019
AE ouvertes en 2019 * (E1) 10 959 200	CP ouverts en 2019 * (P1) 7 330 870
AE engagées en 2019 (E2) 7 356 524	CP consommés en 2019 (P2) 5 971 406
AE affectées non engagées au 31/12/2019 (E3) 0	dont CP consommés en 2019 sur engagements antérieurs à 2019 (P3 = P2 - P4) 816 330
AE non affectées non engagées au 31/12/2019 (E4 = E1 - E2 - E3) 3 602 676	dont CP consommés en 2019 sur engagements 2019 (P4) 5 155 076

RESTES À PAYER

Engagements ≤ 2018 non couverts par des paiements au 31/12/2018 brut (R1) 0					
Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2018 (R2) 818 058					
	Engagements ≤ 2018 non couverts par des paiements au 31/12/2018 net (R3 = R1 + R2) 818 058	–	CP consommés en 2019 sur engagements antérieurs à 2019 (P3 = P2 - P4) 816 330	=	Engagements ≤ 2018 non couverts par des paiements au 31/12/2019 (R4 = R3 - P3) 1 728
	AE engagées en 2019 (E2) 7 356 524	–	CP consommés en 2019 sur engagements 2019 (P4) 5 155 076	=	Engagements 2019 non couverts par des paiements au 31/12/2019 (R5 = E2 - P4) 2 201 448
					Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2019 (R6 = R4 + R5) 2 203 176
					Estimation des CP 2020 sur engagements non couverts au 31/12/2019 (P5) 2 203 176
					Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2020 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2019 (P6 = R6 - P5) 0

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

* LFI 2019 + reports 2018 + mouvements réglementaires + FDC + ADP + fongibilité asymétrique + LFR

A fin 2018, les engagements non couverts par des CP s'élevaient à 0,82 M€. Ce reste à payer a été intégralement couvert par des CP 2019. L'échéancier fait cependant apparaître un montant de 1728 €. Ce montant correspond à des autorisations d'engagement qui ont vocation à être annulés.

En 2019, la consommation totale des crédits de paiement du programme 352 s'est élevée à un montant total de 5,97 M€, réparti comme suit :

- 0,82 M€ ont porté sur des engagements antérieurs à 2019 soit 14% des crédits consommés en 2019 ;
- 5,16 M€ ont porté sur des engagements de l'année 2019 soit 86 % des crédits consommés en 2019.

Engagements non couverts par des paiements au 31 décembre 2019

Le montant total des engagements non couverts par des paiements au 31 décembre 2019 s'élève à 2,2 M€.

La totalité des restes à payer à fin 2019 devraient faire l'objet de paiement au cours de l'exercice 2020.

JUSTIFICATION PAR ACTION

Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'État

Programme n° 352 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Action 01

Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'État

	Prévision LFI			Réalisation		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
(y.c. FdC et AdP)						
Autorisations d'engagement		7 200 000	7 200 000		7 356 524	7 356 524
Crédits de paiement		2 100 000	2 100 000		5 971 406	5 971 406

L'action 01 regroupe l'intégralité des crédits du programme 352. Ces crédits sont dédiés à la fabrication de nouveaux services numériques dans le cadre de projets et de programmes innovants portés par des administrations publiques, en employant la méthode "Startup d'État" et d'actions complémentaires soutenant les Startups d'État.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	7 200 000	7 356 524	2 100 000	5 971 406
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	7 200 000	7 356 524	2 100 000	5 971 406
Total	7 200 000	7 356 524	2 100 000	5 971 406

Commentaire relatif à la dépense

Les dépenses du programme 352 ont été effectuées sur la catégorie 31 "dépenses de fonctionnement".

Les crédits de fonctionnement inscrits sur l'action 01 recouvrent :

- les dépenses de pré-incubation, de coaching et de développement ;
- les autres dépenses soutenant les startups.

1- les dépenses de pré-incubation, de coaching et de développement (5,63 M€ en AE et 5,07 M€ en CP)

Les crédits engagés en 2019, ont permis :

- de cofinancer le lancement et le passage à l'échelle de nouveaux produits et services numériques afin de faire émerger des problèmes de politiques publiques qui méritent d'être investigués et de construire des solutions qui améliorent la vie des agents et des usagers ;
- d'animer, une large communauté et une culture opérationnelle de l'innovation contribuant à attirer de nouveaux talents du numérique au sein des administrations ;
- de nouer des partenariats afin de financer des Startups d'État en coopération avec diverses entités publiques hors État (opérateurs, collectivités locales).

La DINUM a, par ailleurs, lancé en 2019 deux appels à projets du FAST qui co-financent l'accélération de services publics numériques :

- Le premier appel à projets a été lancé en juin 2019, 39 candidatures ont été reçues. A l'issue de l'instruction réalisée par un jury interministériel composé d'un collège État et d'un collège Société civile et collectivités territoriales, 3 lauréats ont été retenus.
- Un deuxième appel à projets a été lancé en novembre 2019 selon une procédure comparable à celle du premier appel à projets. Le jury interne a retenu 4 candidatures sur les 22 déposées.

Chaque projet sélectionné donne ensuite lieu à la signature d'une convention permettant notamment de préciser l'objet, les modalités de financement, les rôles et responsabilités de chaque partie, et de s'assurer que les conditions sont réunies pour le succès du lancement ou de l'accélération du produit numérique.

2 - les autres dépenses soutenant les Startups d'État : composants mutualisés (1,73 M€ en AE et 0,90 M€ en CP)

Ces dépenses ont permis de renforcer le socle technologique et de développer des composants techniques mutualisés (identité numérique, API, design) permettant de raccourcir le cycle de développement et de déploiement des startups d'État. En abaissant la barrière à l'entrée, la DINUM se met en situation de développer dans les prochaines années bien plus de nouveaux produits et les confronter le plus rapidement possible aux utilisateurs.

CONTRIBUTION AU GRAND PLAN D'INVESTISSEMENT

	Prévisions LFI			Réalisation		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
Autorisations d'engagement	0	7 200 000	7 200 000	0	7 356 524	7 356 524
Crédits de paiement	0	2 100 000	2 100 000	0	5 971 406	5 971 406

L'ensemble des crédits du programme 352 sont labellisés au titre du Grand plan d'investissement.